

Alberto Rabilotta

Journaliste, Agencia Latinoamericana de Información (ALAI).

Yakov Rabkin

Professeur d'histoire contemporaine, Université de Montréal.

Samir Saul

Professeur d'histoire contemporaine, Université de Montréal.

Résumé

En ex-URSS, mais également dans d'autres régions du monde, on assiste depuis la fin de la guerre froide à un phénomène de « démodernisation », caractérisé par une régression généralisée et le retour à des modes d'existence primitifs, ou tout au moins plus anciens. Si la compétition Est-Ouest et les Trente Glorieuses ont favorisé modernisation et mesures progressistes, la primauté de l'ordre néolibéral au-delà de toute alternative entraîne une offensive contre les acquis sociaux et une contestation du droit de certaines nations à se moderniser, mettant en relief l'aspect réversible de la modernité.

Abstract

In the ex-USSR and other regions of the world, we can observe since the end of the Cold War a widespread decline and the return to primitive or old ways of life typical of a phenomenon of “demodernization”. Progressive measures and modernization were favored by the East-West competition and the economic prosperity, but the neoliberal order's primacy calls into question social gains and the right to modernize for some nations, which highlights the reversible aspect of modernity.

La démodernisation en marche

Alberto Rabilotta, Yakov Rabkin et Samir Saul

Au tournant du XXI^e siècle, le démantèlement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) met en relief un phénomène important : une démodernisation massive des sociétés au sein des anciennes républiques soviétiques. Il ne s'agit pas seulement de la désindustrialisation que provoque la mondialisation dans les pays industrialisés, qui ne mène pas toujours à la démodernisation. La distinction entre désindustrialisation et démodernisation est importante. Il faut entendre par démodernisation la dégradation des conditions matérielles et culturelles dans une société moderne et le retour à des formes de vie plus anciennes et primitives, accompagnés d'une montée de plusieurs types d'irrationalité et de « la régression de la pensée et de l'organisation sociale »¹. En ex-URSS, la démodernisation serait « la pire dévastation sociale et économique jamais subie par un pays moderne en temps de paix »². « La désintégration économique et sociale de la nation a été si aiguë qu'elle a entraîné une démodernisation unique et sans précédent au XX^e siècle. [...] Cet effondrement de la vie moderne a retiré la Russie de la communauté des nations développées. »³

La détérioration rapide est observée selon plusieurs indices du développement humain : l'éducation, la santé publique, la recherche, la culture, des domaines dans lesquels l'URSS se plaçait parmi les pays développés. La

1. John David Bone, « Irrational Capitalism: The Social Map, Neoliberalism and the Demodernization of the West », *Critical Sociology*, vol. 36, n° 5, p. 725.

2. Stephen F. Cohen, *Failed Crusade. America and the Tragedy of Post-Communist Russia*, New York, W.W. Norton & Company, 2000, p. 162.

3. *Ibid.*, p. 41.

démocratisation n'est ni une affaire russe ni limitée aux confins de l'ancienne superpuissance socialiste, le même phénomène est signalé dans les périphéries et au Sud de l'Union européenne (UE), ainsi en Grèce et en Espagne. Elle serait un effet du passage du capitalisme civilisé au capitalisme débridé.

La disparition de l'URSS et, par conséquent, d'une voie alternative de développement social et économique, aurait eu un effet démocratisant sur les populations d'autres pays. Malgré ses défauts, l'expérience soviétique attirait des millions d'ouvriers dans les pays industrialisés et, plus tard, les dirigeants de plusieurs pays du tiers-monde. En partie afin de neutraliser l'attraction des idées socialistes, et plus particulièrement du modèle soviétique, plusieurs pays occidentaux ont alors introduit des programmes sociaux, des congés payés et d'autres mesures sur lesquelles est basé l'État-providence. Cette réalité est en train de subir des reculs fondamentaux, et pas seulement dans les pays touchés par les politiques d'austérité fiscale. Or, en l'absence de contre-modèles viables, dont celui du socialisme, les réactions à ces politiques ont pris un caractère d'indignation largement apolitique. Ainsi, la formule de Margaret Thatcher «TINA : There is no alternative» s'est transformée en réalité. Les efforts pour réhabiliter le libéralisme capitaliste, souvent associés au «Powell Memo», constituent une panoplie de mesures idéologiques, y compris la formation d'intellectuels, la mise en place de centres de réflexion néolibérale et un travail assidu auprès des médias durant quelques décennies¹.

Depuis la disparition de l'équilibre stratégique propre à la guerre froide, le processus de modernisation ne peut plus être pris pour acquis

Les efforts de modernisation, dans l'Empire ottoman, au Japon de Meiji ou en URSS sous Staline, reflètent, entre autres, le besoin d'assurer la défense nationale. Lorsque les Vietnamiens résistaient à l'intervention américaine, le général Curtis LeMay proposait «We should bomb Vietnam back into the Stone Age». Depuis la disparition de l'équilibre stratégique propre à la guerre froide, le processus de modernisation ne peut plus être pris pour acquis. Depuis vingt-cinq ans, un pays comme l'Irak a, par exemple, fait face à la démocratisation. Les sanctions économiques qu'il subissait durant la dernière décennie du XX^e siècle avaient porté atteinte à la modernisation bien avant l'intervention américaine en 2003, justifiée, il faut le souligner, par le désir d'interdire à l'Irak la fabrication d'armes modernes. C'est également le cas de l'Iran, où les sanctions économiques et financières sont assorties d'assassinats ciblés de scientifiques ainsi que d'attaques cybernétiques.

1. Bill Moyers, «The Powell Memo: A Call-to-Arms for Corporations», 14 septembre 2012, à consulter sur le site de Bill Moyers.

De la modernité à la démodernisation

Pourtant, ce droit à la modernisation, y compris du potentiel militaire, semblait admis tout au long du XX^e siècle, du moins en ce qui concerne les États souverains. Dans le contexte de crise économique dont souffraient les pays occidentaux au tournant des années 1930, l'URSS entreprenait des importations massives de biens d'équipement, voire parfois d'usines entières. À l'époque où les États-Unis ne reconnaissaient pas encore le régime soviétique – ce n'est qu'en 1933 que l'administration Roosevelt établit des relations diplomatiques avec l'URSS –, près de la moitié des exportations industrielles américaines se dirigeaient vers l'URSS. Ainsi, les pays occidentaux, dont les élites dirigeantes étaient souvent farouchement opposées au bolchevisme, procuraient un apport non négligeable à la réalisation des premiers plans quinquennaux et à la transformation d'un pays agraire en une puissance industrielle. C'est cette industrialisation qui permit à l'URSS, quelques années plus tard, de tenir tête à l'invasion de l'Allemagne nazie et de plusieurs pays européens.

La modernisation devint un enjeu politique important dans le contexte de la décolonisation des années 1950-1960. Durant la guerre froide, certains pays optèrent pour la modernisation à la soviétique, d'autres choisirent l'alignement

**La modernisation devint
un enjeu politique important
dans le contexte de la décolonisation
des années 1950-1960**

sur les pays occidentaux, dont les anciennes métropoles coloniales. Les sociologues occidentaux qui se penchent sur la modernisation, notamment Alex Inkeles¹, pourtant un soviétologue de renom, laissent de côté l'expérience soviétique, qui encourage le collectivisme et comprend

l'industrialisation comme moyen de consolider l'indépendance nationale. Ils font abstraction des dépendances structurelles mises en place tout au long de l'expérience coloniale et mettent l'accent sur l'évolution des valeurs et des structures sociales, postulant que les valeurs et mentalités traditionnelles, notamment la solidarité, doivent céder la place aux valeurs modernes, plus précisément occidentales, telles que l'individualisme.

Si pour les théoriciens occidentaux de la modernisation, l'industrialisation est avant tout un moyen de moderniser les mentalités et les attitudes, les tendances observées à la suite du démantèlement de la société soviétique suggèrent un renversement significatif. La société se désagrège plus vite que peuvent apparaître de nouvelles formes d'organisation sociale. Tandis que la modernisation comprend le passage du système d'appui familial et tribal au système étatique ou communautaire dans un sens large, on observe, lors de la démodernisation, que la solidarité familiale remplace les systèmes institutionnalisés de services sociaux.

1. Alex Inkeles et David H. Smith, *Becoming Modern*, Cambridge, Harvard University Press, 1974.

Le maintien d'une société diversifiée – et tolérante de ses différences – est un autre aspect qui connaît un recul incontestable, tant en URSS et en Yougoslavie qu'en Irak et en Libye. Les nationalismes ethniques, le militantisme religieux – ou teinté de religion – et diverses formes d'exclusion – sociale, économique, etc. – déferlent sur la scène publique et acquièrent une légitimité là où s'étaient formées des sociétés relativement multiethniques, multiculturelles, moins inégalitaires. Sans doute le recul le plus significatif de la période post-soviétique est observé dans la confiance en la justice distributive, qui tend à réduire les écarts socio-économiques. Cette confiance est traditionnellement considérée comme essentielle pour la modernisation. Le nombre de pauvres en URSS et dans les États qui en faisaient partie décuple entre 1989 et 1999, passant de 14 à 147 millions¹, et des tendances similaires s'observent dans la plupart des pays pris dans la logique de la mondialisation.

En l'absence d'alternatives significatives, la participation politique connaît aussi un déclin marqué, malgré la mise en place d'un système électoral formellement démocratique. Et, finalement, l'effondrement des systèmes modernes, comme les services de santé, voire l'électricité, provoque un recul radical de la qualité de vie. L'augmentation des incidences de maladies infectieuses, certaines absentes des cursus de formation des médecins depuis des décennies, est un autre indice des changements entraînés par la dissolution de l'URSS. La démodernisation s'exprime notamment dans le fait que le nombre de spécialistes dans les secteurs les plus modernes – sciences, industrie – diminue radicalement, tandis que ceux qui s'occupent de matières premières et de ressources naturelles consolident leurs positions. C'est largement grâce aux exportations d'hydrocarbures que certaines républiques post-soviétiques, dont la Russie, ont pu atténuer les effets de la démodernisation.

Pourtant, il ne faut pas chercher un jeu à somme nulle dans les rapports entre modernisation et démodernisation, car les deux processus peuvent se dérouler en même temps, voire s'accompagner. En d'autres termes, certaines sociétés tendent à se polariser et à se scinder, une partie ayant l'expérience de la modernisation, l'autre reculant sur cet axe. Ainsi, la modernisation sous Pierre le Grand ainsi que celle dirigée par Staline impliquaient des formes sociales (manufacture de servage ou instituts de recherche au sein du goulag) que l'on pourrait définir comme archaïques². De même, le « modernisme réactionnaire » de la République de Weimar s'est transformé, sous Hitler, en un régime « futuro-archaïque »³. En Allemagne, les signes de démodernisation se manifestent plus clairement lors des deux crises que traverse la société en 1921-1924 et 1929-1932. Le chômage

1. Institut indépendant de politique sociale, *Pauvreté et droits sociaux : mythes et réalité*, Moscou, 2002.
2. Voir Sergei Korolev, « Modernisation et démodernisation dans l'histoire russe », *Philosophie et culture*, 2009, pp. 72-80.
3. Jeffrey Herf, *Reactionary Modernism: Technology, Culture and Politics in Weimar and the Third Reich*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, p. 199.

atteint 50% de la population active, tandis que le revenu national subit une chute du même ordre, forçant des millions de personnes à reculer à des formes d'existence plus primitives. La démodernisation provoquée par la crise financière de 1929 se fait sentir dans la plupart des pays capitalistes. Aux États-Unis, lieu d'origine de la crise, on observe un retour à la campagne, la réapparition de poches d'agriculture de subsistance et une chute généralisée des revenus de la majorité de la population. Malgré les mesures qu'introduit le New Deal, le processus de démodernisation se poursuit jusqu'à l'entrée des États-Unis en guerre, en 1941.

Certains aspects de la démodernisation sont observables dans les pays qui ont subi des mesures d'austérité depuis 2008. Ainsi, le déclassement de la Grèce de la catégorie des pays développés en juin 2013 attire l'attention non seulement sur sa condition financière mais aussi sur les conditions de vie de sa population. L'état de santé de celle-ci est en déclin du fait de l'absence de médicaments et de conditions de vie plus difficiles – par exemple, une augmentation rapide du nombre de sans-abris. À cette occasion, d'aucuns ont caractérisé le pays comme

**Les politiques néolibérales actuelles
constituent une contre-révolution
visant à défaire les progrès réalisés
par la démocratie sociale au XX^e siècle**

en « dé-développement » (« undeveloping »)¹, c'est-à-dire subissant un recul de la modernité. Des processus similaires de démodernisation auraient lieu en Espagne, en Lettonie et dans plusieurs autres pays européens². L'Irak et la Libye montrent également des signes de démodernisation à la suite des interventions militaires occidentales.

Les politiques démodernisatrices dans l'Histoire

Selon l'économiste Michael Hudson, les politiques néolibérales actuelles, qui seraient à la base de la démodernisation, constituent une contre-révolution visant à « défaire les progrès réalisés par la démocratie sociale au XX^e siècle : les retraites et la sécurité sociale, la santé publique et d'autres infrastructures fournissant des services essentiels à des prix subventionnés ou gratuitement »³. Les promoteurs de cette politique seraient les stratèges financiers, alliés avec les oligo-poles des secteurs minier, pétrolier et gazier – ceux qui vivent de l'extraction des rentes. Ils auraient converti la crise financière qui a débuté en 2008 en crise

1. Floyd Norris, « For Greece, a Dubious Distinction », Blog « Economix », *The New York Times*, 11 juin 2013.
2. Commission européenne, *EU Employment and Social Situation*, Bruxelles, juin 2012.
3. Michael Hudson, « Rolling back the progressive era », 14 juin 2011, à consulter sur le site de Michael Hudson.

de la dette publique afin de mettre en œuvre à l'échelle mondiale la privatisation des entreprises publiques, la réduction des taxes sur l'immobilier et la finance, et la déréglementation de l'économie, de la formation des prix, des conditions de travail et des conditions de crédit.

L'ensemble de ces mesures conduit à inverser la trajectoire de modernisation. Il y a un demi-siècle, les pays occidentaux mobilisaient la productivité et la technologie de la révolution industrielle pour élever le niveau de vie. Ils recouraient à la redistribution des fruits de la croissance et à la fiscalité progressive pour réaliser une plus juste répartition des richesses et tendre vers des sociétés plus égalitaires. Aujourd'hui, la politique économique fait concentrer la richesse au sommet de la pyramide sociale et, malgré la rhétorique du « trickle-down effect », fait baisser la part du revenu des travailleurs. La Russie post-soviétique, où le virage néolibéral a été particulièrement vertigineux, attire actuellement quelques grandes fortunes – le cas le plus médiatisé est celui de Gérard Depardieu – par le taux invariable de l'impôt sur le revenu, en l'occurrence 13 % pour tous.

Le projet néolibéral actuel, basé sur les « marchés autorégulés », est similaire à celui du laissez-faire de la première industrialisation (début du XIX^e siècle). La première mondialisation (1870-1914) est une époque de formation de très grandes entreprises et d'hypertrophie financière (« The Gilded Age » aux États-Unis). En Europe et dans les Amériques, la richesse est concentrée entre quelques mains et des dizaines de millions de personnes sont plongées dans la misère au cours de la Grande Dépression (1873-1896), suscitant des protestations sociales, l'intensification de la lutte des classes et la diffusion des idées de justice sociale. Dans la décennie 1870, le chancelier allemand Otto von Bismarck, ne réussissant pas à éliminer les idées et les organisations socialistes par la répression, décide de les combattre par la cooptation réformiste de la classe ouvrière. Il fait adopter, à partir de 1883, une série de mesures qui sont le point de départ de l'intervention de l'État dans l'économie pour la défense du capital industriel et du travail salarié. Avec les mêmes objectifs, le pape Léon XIII publie l'encyclique *Rerum Novarum* (1891), qui établit la « doctrine sociale de l'Église », ou le « bien commun », fondée sur la défense du travail salarié dans le cadre du régime capitaliste industriel.

La réaction a lieu après la Première Guerre mondiale, notamment à partir de 1922, avec la montée du fascisme en Italie. Le système corporatiste italien d'alors est considéré comme une solution au capitalisme libéral dans plusieurs pays européens. Un phénomène semblable est observé en Allemagne avec le succès du nazisme en 1933. La même année, dans une logique et des ambitions totalement différentes, le président américain Franklin D. Roosevelt met en œuvre les premières politiques du New Deal, qui modèrent les effets de la dépression.

Après 1945, un ordre mondial progressiste

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les politiques qui, dans les pays capitalistes avancés, vont permettre d'établir et de consolider l'ère de l'État-providence, acquièrent un caractère international. Ces mesures sociales – conventions collectives sur les salaires et les conditions de travail, la sécurité de l'emploi, régimes de retraite, etc. – constituent également une action défensive contre l'alternative représentée par l'URSS et les pays d'Europe de l'Est. Les États-Unis sortent de la guerre comme la puissance militaire dominante dans le monde capitaliste. Par ailleurs, les luttes syndicales et politiques qui, depuis les années de la Grande Dépression, visent à réduire les inégalités économiques et à faciliter la mobilité sociale, commencent à porter leurs fruits aux États-Unis.

Malgré les dépenses qu'occasionne la course aux armements, l'URSS est en mesure d'assurer à sa population une amélioration du niveau de vie, tout en maintenant un degré de justice sociale. Son système politique, économique et social est érigé en modèle concurrent de celui de l'Occident. Les dirigeants occidentaux doivent s'employer à immuniser leurs populations, notamment en subvenant à leurs besoins économiques et sociaux. Après le démantèlement de l'Union soviétique, plusieurs leaders, dont M. Thatcher, ont reconnu que l'Occident se méfiait moins de la puissance militaire soviétique que de la vitalité de son potentiel social, intellectuel et artistique.

En 1947 s'achève la brève période de « paix et de coopération » entre l'URSS et les États-Unis. Dans le contexte de la guerre froide, les puissances occidentales entendent d'abord contrôler les exportations vers l'Union soviétique et ses alliés, puis, durant la présidence Reagan aux États-Unis, elles s'engagent dans des opérations de sabotage économique massif dans les secteurs-clés, comme ceux du pétrole et de l'industrie chimique¹. Ces activités complètent un programme global visant à freiner la modernisation de l'URSS et, par ce moyen, non seulement à affaiblir l'économie soviétique, mais également à porter atteinte à l'attrait du modèle socialiste soviétique pour d'autres pays.

La Seconde Guerre mondiale n'est pas qu'un conflit militaire classique, il s'agit d'un affrontement autour de principes : civilisation ou barbarie, primauté du droit ou loi de la jungle, indépendance ou inféodation, démocratie ou autoritarisme, égalitarisme ou culte de l'inégalité, bref continuité de l'héritage des Lumières ou retour à un primitivisme non déguisé. Représentant les formes achevées des idéologies réactionnaires, le nazisme et le fascisme suscitent une immense mobilisation d'opposition, qui maintient son élan au lendemain de la guerre. Après 1945, souffle sur le monde un vent progressiste que ne peuvent arrêter les milieux conservateurs. Les relations internationales sont également imprégnées de cette puissante impulsion idéologique résultant de la victoire

1. Gus W. Weiss, « Dumping the Soviets. The Farewell Dossier », *CIA Studies in Intelligence*, vol. 39, n° 5, 1996.

contre le nazisme. De plus, un nouveau facteur en fait une priorité existentielle : l'URSS, méprisée ou honnie avant la guerre, est un rival systémique, couronné du statut de « superpuissance ».

La concurrence se porte aussi sur un autre terrain, celui du démantèlement des empires coloniaux. Les mouvements nationalistes ont l'initiative. Déjà confortés par la défaite de certaines puissances coloniales durant la guerre, ils le sont encore par le soutien soviétique. Du reste, le courant progressiste engendré par la Seconde Guerre mondiale les renforce vis-à-vis de métropoles impériales en contradiction avec elles-mêmes : comment promouvoir la liberté et le droit à l'indépendance nationale contre le nazisme en Europe, et refuser de s'appliquer ces principes dans ses possessions d'outre-mer ? La décolonisation avance à grands pas ; décoloniser est dans l'ordre des choses, rechigner revient à refuser d'épouser son siècle et à s'enfermer dans des conceptions d'un autre âge. Les pays nouvellement indépendants sont portés par l'élan de la décolonisation, renforcé par le recours à des méthodes étatistes – souvent inspirées par celles appliquées en URSS – pour s'émanciper du sous-développement : dirigisme économique, nationalisations, planification, réforme agraire, industrialisation. L'URSS leur offre alors une aide massive en expertise technique, en développement des infrastructures et en mise en place d'un système local de formation de main-d'œuvre qualifiée.

La guerre froide se déroule pendant une ère de croissance économique, la plus vigoureuse de l'Histoire, qui paraît destinée à être perpétuelle. Les crises économiques semblent reléguées au passé, tandis que l'économie réelle procure des marges permettant d'envisager le futur sans crainte.

Néolibéralisme et démodernisation

La configuration de l'ordre mondial change lorsque s'essouffle la croissance capitaliste à la fin des années 1960. Le programme néolibéral, après quelques essais dans les années 1970 dans des pays sud-américains sous le contrôle de juntes militaires, commence à être mis en œuvre à partir de 1980 en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le démembrement de l'URSS ouvre la voie à la mondialisation du modèle néolibéral. Contrecarrer la stagnation et maintenir les taux de croissance s'effectuent par l'endettement des États, des entreprises et des particuliers, adjuvant artificiel et début de la financiarisation qui aboutiront à la crise de 2008. Elles aussi atones, les économies des pays du Sud et de l'Est recourent à l'emprunt auprès des banques occidentales. Au début des années 1980, les pays occidentaux, aux prises avec une inflation élevée, font monter brutalement les taux d'intérêt, plongeant le monde dans une profonde récession qui met définitivement fin aux Trente Glorieuses et à la « société de consommation » qui reposait sur elles. C'est dans ce contexte qu'est lancé l'assaut contre les acquis sociaux, lequel est toujours en cours.

La période d'indépendance postérieure aux décolonisations a été de courte durée. Pour le monde arabe, la guerre de 1967 marque l'entrée en force des États-Unis, successeurs des puissances européennes. Dans les autres régions du « Sud », la récession des années 1980 met à terre des économies fragiles, ouvrant la voie aux programmes d'« ajustements structurels » du Fonds monétaire international (FMI) et à la mise sous tutelle des pays en question. L'indépendance fait place à une recolonisation *de facto*. Parallèlement, la disparition du contrepoids soviétique permet de donner libre cours à l'expansionnisme. Diktats, sanctions et menaces tiennent lieu de diplomatie. La méthode préférée depuis la fin de la guerre froide est celle des « regime changes », passant par la diabolisation du dirigeant du pays visé, la mise en relief d'incidents divers afin d'orienter l'opinion internationale et l'invocation par l'Occident d'un « droit d'ingérence » ou d'une « responsabilité de protéger » comme justification de l'intervention militaire. Cette politique atteint ses limites lorsque l'économie de l'endettement et de la financiarisation craque en 2008. Les opérations coûteuses, comme celle en Afghanistan et en Irak, ne sont plus reproductibles à l'époque où les États-Unis mesurent leur situation de débiteurs auprès de rivaux comme la Chine et doivent reconnaître que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et d'autres pèsent dans le sens de la multipolarité. Au lieu d'intervenir avec leurs troupes, les États-Unis sont contraints de se tenir en retrait – « diriger de l'arrière » – en soutenant des groupes armés engagés dans des guerres de déstabilisation, parfois en entreprenant des bombardements aériens. Les politiques visant le « nation building » peuvent conduire au démontage de structures étatiques et créent souvent un chaos social, économique et politique, occasionnant la démodernisation de ces pays.

L'Irak, la Libye et, potentiellement, la Syrie en sont l'illustration, faisant du Moyen-Orient un exemple instructif. L'un des pays les plus étroitement liés aux politiques américaines, Israël, jouit de la liberté de moderniser son économie, de développer des armes sophistiquées, y compris nucléaires, avec le concours des puissances occidentales. En même temps, la population palestinienne sous le contrôle israélien a été réduite à un état précaire. Lors d'une attaque israélienne contre Gaza, un ministre, en modérant quelque peu les propos du général américain LeMay, appelait Tsahal à bombarder les Palestiniens afin de « renvoyer Gaza au Moyen Âge »¹.

Il est à noter que la modernité relativement « laïcisée » de l'Irak et de la Libye est soumise à des opérations militaires directes, et contre la Syrie sont déployés des moyens de subversion armée. Dans tous ces pays, des dégâts substantiels à l'infrastructure moderne en ont résulté. La division sociale selon

**Dans l'ordre néolibéral,
la modernisation est un privilège
réservé à certains**

1. « Israel's minister of incitement », *Haaretz*, 20 novembre 2012.

des lignes ethniques et religieuses, la destruction de milliers de logements, l'effondrement des services sociaux, l'exode massif des médecins et d'autres professionnels ainsi que l'augmentation rapide du taux de chômage ont, en effet, démodernisé des populations relativement modernes et instruites. Contre l'Iran, soupçonné – malgré les assurances de ses leaders et les conclusions des services de renseignement occidentaux – de viser la fabrication d'armes nucléaires, sont appliquées des sanctions économiques (limitations d'importer certains produits, de transférer des fonds, etc.), assorties de menaces militaires.

L'application des politiques néolibérales et les interventions occidentales récentes suggèrent que la modernisation n'est pas irréversible. Elle n'est pas non plus un droit que chaque pays peut prendre pour acquis. Dans l'ordre néolibéral, la modernisation est un privilège réservé à certains. Les autres risquent de faire face à une démodernisation qui fait reculer des sociétés modernes ou en voie de modernisation au capitalisme dickensien, aux conditions de vie plus primitives et précaires ainsi qu'aux modes de comportement irrationnels. ■